



Avocate ou avocat de service – droit criminel

Le personnel d'Aide juridique Ontario est déterminé à faire une différence dans la vie de ses clients.

En tant que partenaire à part entière du système de justice, Aide juridique Ontario (AJO) offre à ses employés plus qu'un emploi. Elle offre l'occasion d'aider les personnes qui en ont le plus besoin en faisant en sorte que chaque client reçoive l'accès à la justice que leur confère la loi.

Si vous cherchez à ajouter un nouveau défi à une carrière déjà enrichissante, au sein d'une équipe œuvrant en faveur de la justice par des moyens innovants dans un milieu positif offrant des modalités de travail souples, songez aux possibilités énoncées ci-dessous :

Principales fonctions :

Agir en tant qu'avocate ou avocat de service en droit criminel à Windsor et fournir des services dans le district de l'Ouest. Il se peut que la titulaire ou le titulaire de ce poste doive faire des déplacements dans le district, selon les besoins.

L'avocate ou l'avocat de service en droit criminel devra fournir des services aux clientes et clients en droit criminel au palais de justice,

virtuellement ou en personne. Elle (il) sera responsable de l'accueil et de l'évaluation des clients en droit criminel afin de déterminer les services appropriés aux clients faisant l'objet d'accusations criminelles, y compris, mais sans s'y limiter, la prestation de conseils juridiques sommaires et procéduraux; la rédaction et l'examen de documents; la représentation en cour à diverses étapes d'une instance pénale; et d'autres tâches qui lui seront assignées.

Lieu de travail : Bureau des avocats de service en droit criminel de Windsor

Lieu de travail secondaire/tertiaire : S/O

Superviseur immédiat : Chef des services juridiques

Principales responsabilités :

- Aider les clients sans avocat qui font l'objet d'accusations criminelles
- Représenter, en personne ou à distance, les clients lors des enquêtes sur le cautionnement, les plaidoyers de culpabilité et les renvois.
- Évaluer les besoins des clients, y compris l'identification initiale des clients vulnérables, afin de faciliter les renvois vers les services appropriés.
- Fournir des conseils juridiques sommaires en personne ou à distance aux clients en détention ou en liberté.
- Aider les collègues à préparer les enquêtes sur le cautionnement, les plaidoyers de culpabilité et d'autres formes de règlement.
- Au besoin, représenter les clients dans les conférences préparatoires au procès (CPP) en vue d'un règlement.
- Représenter les clients aux tribunaux spécialisés, notamment devant les tribunaux pour autochtones, de la santé mentale, de la violence familiale et de la jeunesse, selon les besoins.

- Délivrer des services juridiques de haute qualité au moindre coût.
- Gérer les dossiers conformément aux exigences d'AJO, y compris l'utilisation de la technologie informatique; saisir les données pour les analyses statistiques de façon régulière.
- Se présenter ponctuellement au tribunal pour accomplir les tâches quotidiennes.
- Fournir une assistance pour les renvois à l'aide juridique, le cas échéant.
- Faciliter le partage des connaissances et des meilleures pratiques entre les tribunaux et le personnel des bureaux.
- S'acquitter d'autres fonctions et tâches administratives assignées et rester capable de s'adapter et de faire preuve de flexibilité dans un environnement en constant changement.

Compétences et expérience requises :

- Membre en règle du Barreau de l'Ontario.
- Compétences en français de niveau avancé, notamment pouvoir parler couramment, lire et écrire en français dans un contexte juridique.
- Expérience manifeste de la représentation de clients aux prises avec des problèmes juridiques complexes, y compris la conduite d'audiences portant sur les enquêtes sur le cautionnement et les plaidoyers de culpabilité.
- Connaissance approfondie du *Code criminel du Canada*, de la *Charte canadienne des droits et libertés*, des procédures en matière pénale, des règles de la preuve et la jurisprudence.
- Compréhension pratique des règles de déontologie.
- Aptitudes à la communication, à la présentation et à la négociation, ainsi que de solides compétences en matière de plaider devant la Cour de justice de l'Ontario.

- Jugement et capacité d'analyse manifestes pour déterminer les recours juridiques appropriés.
- Connaissance et compréhension de l'impact des procédures criminelles sur l'immigration, la famille et d'autres questions liées au droit des pauvres, ainsi que de la nature intégrée des questions juridiques auxquelles sont confrontés les clients d'AJO.
- Expérience démontrée de prestation d'excellents services aux clients vulnérables comme les membres des communautés racialisées et des Autochtones, les jeunes et les personnes qui ont des troubles mentaux ou des problèmes de toxicomanie ou qui sont itinérantes.
- Capacité à travailler de façon autonome et sans supervision dans un environnement exigeant, tout en faisant preuve de collaboration et d'esprit d'équipe avec des collègues et d'autres intervenants.
- Compétences démontrées dans l'utilisation de systèmes informatiques de gestion de dossiers et de saisie de données, y compris, mais sans s'y limiter, des systèmes internes tels que PeopleSoft, DCSW, etc., ainsi que Microsoft Office.
- Capacité manifeste à utiliser les dernières technologies de communication, y compris les tablettes et les téléphones intelligents, et capacité à utiliser les plateformes de vidéoconférence afin de fournir des services virtuellement (Zoom/Teams).

Les personnes qui désirent poser leur candidature doivent envoyer un curriculum vitæ, une lettre de motivation.

Nous ne communiquerons qu'avec les personnes convoquées en entrevue.

Ce poste est syndiqué, représenté par la Society of United Professionals et la personne choisie pour le poste devra se soumettre aux dispositions de la convention collective. Les cotisations syndicales

seront retenues à la source toutes les deux semaines à compter de l'entrée en fonction.

La préférence sera accordée aux avocates et avocats membres de la Society of United Professionals.

Veillez noter que tous les candidats sont encouragés à fournir une adresse électronique valide à des fins de communication. Les candidats peuvent recevoir une correspondance écrite concernant cette offre d'emploi directement à l'adresse électronique fournie sur leur CV ou à celle utilisée pour établir leur profil de candidat s'ils ont posé leur candidature par l'entremise de Njoyn. En tant que candidat ou candidate, il est de votre responsabilité de vérifier régulièrement votre courrier électronique.

S'agit-il de votre première demande d'emploi à l'AJO? Vous devez d'abord créer votre profil de carrière ET ensuite poser votre candidature à ce poste.

Avez-vous déjà un compte Njoyn? Ouvrez votre session et sélectionnez « Mes emplois ».

Une fois que vous aurez correctement envoyé votre candidature, vous recevrez un courriel de confirmation.

Éprouvez-vous des difficultés? candidate.njoynhelp@cgi.com Appelez au 1 877 427-7717 pour obtenir du soutien au téléphone, ou envoyez un courriel à : candidate.njoynhelp@cgi.com.

Déclaration d'équité publique

Aide juridique Ontario attache une grande valeur à l'intégrité, au respect, à la réceptivité, à l'excellence, à l'indépendance, à l'imputabilité, à la transparence et à la cohérence. Notre procédure de

recrutement est conforme à notre engagement envers la diversité et l'inclusion. Des accommodements peuvent être faits, sur demande. Aide juridique Ontario encourage les candidatures des membres des groupes en quête d'équité, notamment et sans s'y limiter, les membres des Premières Nations, les Métis et les Inuits; les personnes handicapées; les femmes, les membres des communautés racialisées et les membres de la communauté 2SLGBTQ+. Nous sommes conscients de la valeur de la diversité et de l'inclusion et nous sommes déterminés à lutter pour l'élimination des obstacles systémiques et à recruter et retenir un personnel diversifié. La candidature de toutes les personnes intéressées et qualifiées sera considérée, en prenant dûment en considération les motifs protégés par le Code des droits de la personne de l'Ontario.